

La sécurité au Sahel : une réponse régionale et coordonnée Security in the Sahel: A coordinated regional response

By / Par **CEIS**

La sécurité et la stabilité du Sahel concernent, bien entendu, les Etats de la région en premier lieu. Toutefois, il s'agit aussi d'un enjeu majeur pour la France et l'Europe.

En effet, l'instabilité du Sahel permet aux groupes islamiques armés (djihadistes), aux flux migratoires clandestins, au trafic de drogue et d'armes de se développer et de prospérer. Ces risques et menaces impactent directement la sécurité de l'Europe et de la France.

Le Sahel, actuellement région confrontée à de multiples risques et menaces multiformes mais liés, peut néanmoins devenir le symbole d'une approche globale de sécurisation et de stabilisation, si les Etats de la région, les Etats européens et les institutions internationales se mobilisent et définissent ensemble une stratégie intégrée et adaptée.

Le Sahel : une région de risques et de menaces

Le Sahel présente à bien des égards de multiples risques et menaces sur un espace immense, largement inhospitalier, dont la surveillance et plus encore le contrôle s'avère très complexes. Ces risques et menaces sont de plusieurs ordres et étroitement imbriqués.

Parmi les principaux risques figurent les effets potentiellement déstabilisants du changement climatique : particulièrement perceptible dans cette région, où la désertification réduit les surfaces de terres cultivables, ce qui a un impact direct sur la production alimentaire, et donc la malnutrition, le changement climatique constitue une épée de Damoclès pour une région, le Sahel qui, par ailleurs connaît une importante croissance démographique. Si 85 millions de personnes y vivaient en 2015, les Nations unies estiment qu'ils seront plus de 200 millions à l'horizon 2050. Dans ce contexte, les risques de tensions communautaires pour l'accès à des ressources déclinantes, notamment alimentation et eau, sont réels. Le manque d'horizon économique peut également provoquer une frustration dans la jeunesse locale et l'entraîner vers des formes de

The preservation of security and stability in the Sahel concerns of course, first and foremost, the countries in that region. However, it is also a major issue for France and the rest of Europe.

Indeed, instability in the Sahel region allows armed Islamic groups (jihadists), illegal immigration, and drugs and arms trafficking to prosper. These risks and threats have a direct impact on security in Europe and France.

The Sahel is confronted with many multifaceted but interconnected risks and threats. Nevertheless, it could become a showcase for a comprehensive security and stabilisation approach if the Sahel countries were to join forces with their European neighbours and international bodies to define an appropriate, integrated strategy.

The Sahel: A region fraught with risks and threats

In many respects, the Sahel region presents multiple risks and threats over a vast and largely inhospitable area, where surveillance—and even more so monitoring—are proving highly complex. These risks and threats, although wide-ranging, and are closely interconnected.

The main risks include the potentially destabilising effects of climate change: Particularly perceptible in this part of the world—where desertification is reducing the area of arable land, with direct consequences on food production and therefore leading to malnutrition—climate change is hanging over the Sahel like the sword of Damocles. The region is also experiencing high demographic growth. While 85 million people lived there in 2015, the United Nations estimates that the population will rise to above 200 million by 2050. In this context, there is a real risk of community tensions over access to depleting resources, especially food and water. The lack of economic prospects may also cause frustration among young people in the region and drive them towards violent forms of unrest such as jihadism.

contestation violente comme le djihadisme.

Les menaces sont elles aussi nombreuses et élevées. Elles profitent des difficultés des Etats locaux à maîtriser ces espaces, parfois devenus de véritables zones de non-droit où l'autorité étatique est absente. Les groupes islamiques armés (djihadistes) prospèrent, notamment Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Al Mourabitoun (issu en 2013 de la fusion entre le MUJAO, scission d'AQMI, et des Signataires par le sang), surtout actifs dans le Nord du Sahel, ou encore Boko Haram, provenant du Nigeria mais s'étendant vers le Nord. Précisons que Boko Haram a fait allégeance à l'Etat islamique en mars 2015. Outre la menace djihadiste, le Sahel est parcouru par les nouvelles routes du trafic d'êtres humains et de la migration clandestine, du trafic de drogue (cocaïne provenant d'Amérique du Sud ayant transité par l'Atlantique jusqu'aux Etats fragiles du Golfe de Guinée comme le Liberia), du trafic d'armes, provenant essentiellement des stocks libyens et qui alimentent les groupes armés djihadistes ou rebelles. Par ailleurs, des partenariats d'opportunités ont pu être noués entre groupes islamiques armés, rébellions, trafiquants de drogue et trafiquants d'armes.

L'ensemble de ces risques et menaces impose une collaboration internationale. Seul, un Etat du Sud ou du Nord ne peut y faire face de manière isolée. D'où une nécessaire coopération coordonnée entre les Etats de la région, avec l'appui des Etats amis et des organisations internationales, pour dégager et mettre en œuvre des réponses adaptées. Ces réponses sont certes d'ordre militaire et sécuritaire, mais doivent aussi s'attaquer aux sujets de fond, à savoir le développement et la bonne gouvernance.

La réponse régionale s'est organisée

Les Etats de la région ont réagi promptement suite aux événements du Mali.

En février 2014, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad ont fondé le G5 Sahel, structure qui a pour ambition de répondre aux défis de la sécurité et du développement, ayant conscience des interdépendances non seulement entre ces deux problématiques, mais aussi entre ces cinq Etats. Au niveau militaire, le G5 Sahel réunit les cinq chefs d'état-major des armées concernées.

Une première opération, l'opération Mangouste, a été lancée en décembre 2014 à proximité de la frontière libyenne en coordination avec les forces engagées dans l'opération Barkhane, avec la participation d'unités nigériennes et tchadiennes. Au niveau

The threats are also numerous and significant. They emerge where local governments struggle to control remote areas, which sometimes descend into a state of lawlessness where governmental authority is absent. Armed Islamic groups (jihadists) are prospering: Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM) and Al Mourabitoun (formed in 2013 from a merger between MUJWA—a split-off from AQIM—and the Masked Men Brigade), which operate mainly in the northern Sahel, as well as Boko Haram, which originated in Nigeria but is spreading northwards. It is worth pointing out that Boko Haram pledged allegiance to the Islamic State in March 2015. Besides the threat from jihadism, the Sahel is criss-crossed by new routes for human trafficking, illegal immigration, drug trafficking (cocaine from South America having crossed the Atlantic to vulnerable countries in the Gulf of Guinea, such as Liberia) and arms smuggling (mainly brought in from Libya to supply armed jihadi or rebel groups). In addition, opportunistic partnerships have developed between armed Islamic groups, rebels, and drugs and arms dealers.

International cooperation is required to counter these risks and threats. Not a single country in either the North or the South is capable of dealing with them alone. Hence the need for coordinated cooperation between the Sahel countries, with the support of allied countries and international organisations to develop and implement appropriate solutions. These solutions must of course be military and security oriented. However, they must also address underlying issues such as development and good governance.

A regional response has been established

The Sahel countries have responded quickly to the events in Mali.

In February 2014, Mauritania, Mali, Burkina Faso, Niger and Chad set up the G5 Sahel to tackle security and development challenges, bearing in mind the interdependence not only between these two issues but also between the five countries. The G5 Sahel includes the Chief of Defence Staff of each of the five countries involved.

The first operation (Operation Mangouste) was launched in December 2014 near the Libyan border, in coordination with the forces engaged in Operation Barkhane and with the participation of units from Niger and Chad. Each member country of the G5 Sahel has set up a national coordination committee (CNC - Comité National de Coordination des actions). The CNCs are tasked with coordinating, monitoring and organising the implementation of G5 projects. Mali,

national, chaque membre du G5 Sahel met en place un Comité national de coordination des actions (CNC). Les CNC doivent coordonner, suivre et proposer la mise en œuvre des programmes décidés dans le cadre du G5. Le Mali a par exemple lancé son CNC le 26 juillet 2016. Il y a donc une véritable prise de conscience au niveau régional, qui se concrétise par des actions concrètes pour répondre aux défis locaux.

D'autres structures ont été mises en place, toujours dans le souci de définir le meilleur moyen, à la fois pragmatique et efficace, pour s'adapter aux menaces. Dès avril 2010, un Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) a été formé entre l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie. Il s'agit d'un bon exemple de réponse pragmatique pour lutter contre les groupes islamiques armés. Ces derniers ignorent toute frontière et une coordination semblait indispensable pour qu'ils ne puissent bénéficier de sanctuaires à l'arrière d'une frontière, empêchant ainsi les forces d'un Etat de pénétrer sur le territoire d'un Etat voisin. Un temps mis en sommeil, le CEMOC a été réactivé. Une réunion des chefs d'état-major a ainsi eu lieu à Bamako en mai 2016, avec pour ordre du jour la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

Au-delà de ces initiatives régionales, d'autres solutions sont sans doute à trouver dans une implication d'autres structures telles que la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) ou encore l'Union africaine qui chacune ont un rôle à jouer dans cette région stratégique.

La France et l'Europe peuvent appuyer les Etats de la région sahélienne à renforcer leur réponse face aux défis actuels et futurs

La France et les Etats de l'Union européenne ont un rôle important à jouer dans la stabilisation du Sahel, non seulement par responsabilité internationale, mais aussi parce que leur propre sécurité est concernée.

Si la création du CEMOC et du G5 Sahel sont des initiatives utiles, des axes d'efforts pour renforcer leur efficacité sont possibles. La France et ses partenaires peuvent soutenir les Etats de la région. C'est en ce sens que doivent être comprises les opérations Serval puis Barkhane. Serval a été lancée en 2013 au Mali par l'armée française afin d'aider les troupes maliennes à contrer l'avancée des islamistes. Prenant la suite de Serval, le 1er août 2014, l'opération Barkhane est lancée : conduite par les armées françaises, Barkhane est une opération fondée sur « une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande

for example, established its CNC on 26 July 2016. There is therefore growing awareness at the regional level, which has resulted in concrete solutions to local challenges.

Other organisations have also been established with the aim of defining the best, most practical and effective way of dealing with the threats. In April 2010, Algeria, Mali, Niger and Mauritania set up a general staff joint operations committee (CEMOC - Comité d'état-major opérationnel conjoint). CEMOC is a good example of a practical response to armed Islamic groups. The latter ignore all borders, so cooperation was vital to ensure that they did not find sanctuary behind national boundaries and prevent armed forces from crossing over from a neighbouring country. Although CEMOC was dormant for a while, it has now been brought back into action. The Chiefs of Staff met in Bamako in May 2016 to discuss the fight against terrorism and organised crime.

Besides these regional initiatives, other solutions can no doubt be found by involving organisations such as the Economic Community of West African States (ECOWAS), the Economic Community of Central African States (ECCAS) and the African Union, each of which has a role to play in this strategic region.

France and Europe can help the Sahel countries to step up their response to current and future challenges

France and the other Member States of the European Union have an important role to play in stabilising the Sahel, not only because they have an international responsibility to do so but also because their own security is at stake.

While CEMOC and the G5 Sahel are useful initiatives, measures could be taken to make them even more effective. France and its partners could help the Sahel countries to carry out these measures.

It is vital that joint military capabilities be put into place. Given the nature of the threat posed by jihadists and traffickers, and the sheer size of the Sahel region, surveillance and monitoring capabilities must be reinforced. Indeed, intelligence plays a crucial role in detecting, pursuing and destroying the enemy. This means human intelligence (for which Paris can provide training and equipment) and technical intelligence (for which equipment such as surveillance drones can be used). In addition, cooperation in terms of satellite intelligence and information sharing will provide the local armed forces with the knowledge they need to fight their enemies. The Sahel countries must also

sahélo-saharienne : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso¹.

Sur le volet militaire, la mise en place de véritables capacités partagées apparaît indispensable. Compte tenu de la nature de la menace que constituent les djihadistes et les trafiquants ainsi que de l'immensité de la région, les capacités de surveillance et de contrôle devraient être renforcées. En effet, le renseignement y revêt une importance cruciale pour détecter l'ennemi, le pourchasser et le détruire. Sont concernés le renseignement humain, où Paris peut assister à la formation et fournir des équipements, et le renseignement technique, où des solutions comme les drones de surveillance sont possibles. Par ailleurs, une coopération dans le renseignement satellitaire et le partage d'informations permettra de fournir aux forces armées de la région des éléments utiles pour combattre leurs ennemis. Ces renseignements doivent aussi être partagés entre les Etats sahéliens eux-mêmes. L'ennemi ignorant les frontières, cette coopération interétatique est indispensable, dans un esprit de coopération et de confiance. Toujours dans le domaine des capacités, la formation d'unités multinationales entre les pays du G5 Sahel pourrait être une piste à explorer. De telles unités permettraient une meilleure compréhension mutuelle et créeraient une solidarité de fait. Ces unités devraient être mobiles et agiles pour intervenir au plus vite dans ces grands espaces, par exemple fondées sur des troupes hélicoptérées et des unités terrestres dotées de blindés légers et de transports de troupe rapides. La question d'un éventuel droit de poursuite au-delà de frontières interétatiques devrait aussi être posée. Par ailleurs, les Européens doivent poursuivre leurs efforts de formation des forces armées sahéliennes, notamment dans l'infanterie, pour que cette dernière soit en mesure de tenir une position ennemie prise.

Par ailleurs, l'implication d'Etats limitrophes de la région sahélienne est nécessaire. Ainsi, face à AQMI ou Al Mourabitoune, une coopération étroite avec l'Algérie et la Libye (lorsque le gouvernement de cette dernière aura rétabli son autorité sur l'ensemble du pays) doit être mise en œuvre. Le CEMOC est un premier pas, mais il convient d'aller outre et d'envisager des opérations militaires coordonnées contre ces groupes djihadistes. La lutte contre les routes de trafics illicites et la maîtrise des migrations clandestines seraient par ailleurs facilitées. Face à une menace comme Boko Haram, la coordination avec un Etat comme le Nigeria est aussi une nécessité. L'appui politique et diplomatique de la France et des Européens pourrait s'avérer décisif pour faciliter ces

share this knowledge with each other. Since the enemy ignores all borders, cooperation between countries is vital and must be organised in a spirit of partnership and trust. The development of multinational units comprising personnel from each of the G5 Sahel countries is also an option that could be explored. Such units would increase mutual understanding and automatically foster solidarity. They should be mobile and flexible to ensure that they can intervene quickly across a large area. For example, they could be based on helicoptered troops and ground units with light armoured vehicles and fast troop carriers. The question of introducing a right of hot pursuit across national borders should also be addressed. In addition, European countries must continue their efforts to train Sahelian armed forces, particularly infantry troops so that they are able to take and hold enemy positions.

Countries bordering the Sahel region must also be involved. For example, cooperation should be organised with Algeria and Libya to defeat AQIM and Al Mourabitoun (once the Libyan government has regained authority over its country). CEMOC is a step in the right direction but we need to go further and take coordinated military action against these jihadist groups. Such action would also make it easier to prevent illegal trafficking and control illegal immigration. Given the scale of the threat posed by Boko Haram, coordination with countries like Nigeria is also necessary. The political and diplomatic support of France and other European countries could prove decisive in developing such coordination.

Despite some positive and encouraging developments, it is important to remember that nothing is settled and that a great deal of effort will be needed for a long time to come, as demonstrated by the renewed fighting this summer between regional separatist groups and pro-government groups in the Kidal region of Mali. The jihadi threat is still high and trafficking still going on. As mentioned above, the problem stems largely from the fact that governments across the Sahel are struggling to re-establish their authority over the region. Without economic development and better governance, the situation will continue as it is.

Hence the necessity of a comprehensive approach that addresses a wide variety of issues, such as security and defence, the economy, social stability, good governance, justice, education, health care and the effects of climate change. All the stakeholders must be involved in this effort: The Sahel countries of course, but also regional organisations, allied

¹ <http://www.defense.gouv.fr/operations/sahel/dossier-de-presentation-de-l-operation-barkhane/operation-barkhane>

rapprochements.

Malgré des éléments positifs et encourageants, il convient néanmoins de rappeler que rien n'est acquis et que de longs efforts sont encore nécessaires, comme l'illustrent les violences qui ont repris cet été dans la région de Kidal au Mali entre groupes séparatistes régionaux et groupes pro-gouvernementaux. La menace djihadiste est toujours élevée, tandis que les trafics perdurent. Comme cela a été souligné, il s'agit avant tout d'une question liée aux difficultés des Etats du Sahel de restaurer leur autorité sur l'ensemble de la région. Le rétablissement de cette autorité se réalisera à la double condition d'un développement économique et d'une amélioration de la gouvernance.

D'où une indispensable approche globale, qui prenne en considération l'ensemble des questions de natures diverses, comme la sécurité et la défense, l'économie, la société, la bonne gouvernance et la justice, ou encore l'éducation, la santé et la lutte contre les effets du changement climatique. Pour ce faire, l'ensemble des acteurs doivent être mobilisés : les Etats de la région sahélienne bien sûr, mais aussi les organisations régionales, les Etats amis comme la France et les pays de l'Union européenne, les organisations internationales, notamment financières, les entreprises, la société civile et les organisations non gouvernementales. Les Nations unies ont déjà défini une stratégie intégrée pour le Sahel. Il est maintenant temps de la mettre en œuvre.

Sources

<http://www.franceonu.org/Les-defis-du-Sahel-sont-immenses-en-termes-de-securite-et-de-developpement>

<http://malijet.com/actualite-politique-au-mali/161585-g5-sahel-le-ministre-abdoulaye-diop-prone-un-partenariat-strateg.html>

<http://www.senat.fr/rap/r12-720/r12-720.html>

https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&ved=0ahUKEwi91fKf17nOAhVHkCwKHMYM6CF4QFggiMAE&url=http%3A%2F%2Fwww.undp.org%2Fcontent%2Fdam%2Fba%2Fdocs%2FReports%2FRBA-sahel-strategy-FR.pdf%3Fdownload&usq=AFQjCNFJqZNSb1Ze-3sYg-5c_GUY9LaKlQ&bvm=bv.129422649,d.bGg&cad=rja

countries like France and the members of the European Union, international organisations (especially financial institutions), businesses, civil society and non-governmental organisations. The United Nations has already established an integrated strategy for the Sahel. It is time now to put it into action.

Sources

<http://www.franceonu.org/Les-defis-du-Sahel-sont-immenses-en-termes-de-securite-et-de-developpement>

<http://malijet.com/actualite-politique-au-mali/161585-g5-sahel-le-ministre-abdoulaye-diop-prone-un-partenariat-strateg.html>

<http://www.senat.fr/rap/r12-720/r12-720.html>

https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&ved=0ahUKEwi91fKf17nOAhVHkCwKHMYM6CF4QFggiMAE&url=http%3A%2F%2Fwww.undp.org%2Fcontent%2Fdam%2Fba%2Fdocs%2FReports%2FRBA-sahel-strategy-FR.pdf%3Fdownload&usq=AFQjCNFJqZNSb1Ze-3sYg-5c_GUY9LaKlQ&bvm=bv.129422649,d.bGg&cad=rja